

Observatoire de la mobilisation contre la réforme des retraites – 4e vague

https://harris-interactive.fr/opinion_polls/observatoire-de-la-mobilisation-contre-la-reforme-des-retraites-4e-vague/

Lousi Harris interactive – décembre 2019

Quels en sont principaux enseignements ?

Si la création d'un régime universel génère l'inquiétude de 63 % des Français, celle-ci est moindre qu'il y a une semaine (-7 points). Au rang des acteurs, 42 % des Français accordent leur confiance aux organisations syndicales (stable), alors que 35 % regardent positivement le gouvernement (+ 5 points en 4 jours, + 10 en une semaine), 34 % le Président de la République (+ 9 en une semaine) et 30 % les organisations patronales (+ 1 en quatre jours).

Sur 8 mesures emblématiques, cinq sont accueillies favorablement par au moins un Français sur deux : le principe de prise en compte du compte pénibilité (75 % estiment qu'il s'agit d'une bonne chose), la garantie de retraite d'au moins 1 000 euros par mois (67 %), la mise en place d'un système de retraites universel mettant fin aux régimes spéciaux (54 %), la création d'exceptions (50 %) et encore le maintien du système par répartition (49 %). Les jugements sont mesurés concernant l'entrée en vigueur de ce nouveau système après 2025 pour les personnes nées à partir de 1975 (38 % des Français considèrent qu'il s'agit d'une bonne chose, 37 % d'une mauvaise), la gestion paritaire (respectivement 35 % et 36 %). Reste un point de tension : 47 % des Français sont, quelques heures après l'annonce, critiques à l'égard de l'âge d'équilibre à 64 ans, 34 % pensant qu'il s'agit d'une bonne chose.

Pour autant, le nouveau système de retraites n'apparaît ni juste (45 % le qualifiant de la sorte), ni garantissant l'avenir du système de retraites (44 %), ni même aisément compréhensible (43 %) aux yeux d'une majorité de Français ;

Aucune catégorie de population n'apparaît comme « gagnante » de la réforme.

Ni les travailleurs indépendants (bonne chose pour eux aux yeux de 40 % des personnes interrogées), ni la société française dans son ensemble (39 % bonne chose), ni les salariés d'entreprises privées (35 %) ou publiques (29 %), nia fortiori, les fonctionnaires (25 %). Indépendamment du jugement sur la réforme, comment réagissent les Français à l'égard de la mobilisation ? Le soutien est majoritaire mais baisse et même assez nettement (9 points de moins) : 59 % des Français indiquent soutenir le mouvement. Notons que l'électorat présidentiel d'Emmanuel Macron adopte, plus que par le passé, des attitudes positives à l'égard de la réforme. Notons, surtout, que l'électorat de François Fillon se positionne de plus en plus en faveur de la réforme et de ses acteurs. Et qu'il s'agit d'une évolution notable.

Après l'intervention d'Edouard Philippe, on relève ainsi la baisse notable du soutien à l'égard de la mobilisation de la part des électeurs d'Emmanuel Macron (33 % de soutien, - 8 points) mais surtout de François Fillon (31 %, - 22). Générationnellement, ce sont surtout les personnes âgées de 55 ans et plus qui voient leur opinion nettement évoluer : 46% se déclarent en soutien. Ils étaient 16 points de plus en fin de semaine dernière.

Sur le fond du projet, notons qu'en début de mouvement seuls 37 % des électeurs de François Fillon indiquaient être confiants lorsqu'ils y pensaient. Aujourd'hui 55 % pensent de la sorte. Et même lorsqu'on interroge sur le personnel politique, le gouvernement – porté par Edouard Philippe – bénéficie d'un regard plus positif chez les électeurs de François Fillon : 36 % lui accordaient leur confiance le 4 décembre dernier. Ils sont 48% aujourd'hui. Ces mêmes électeurs estiment pour plus d'un sur deux cette réforme juste (65 %), facilement compréhensible (54 %) et surtout susceptible de garantir l'avenir du système (60 %).

Enfin, observons que la structuration du jugement semble ne pas être liée à la gêne occasionnée par la grève dans les transports en commun. 62 % des utilisateurs quotidiens se déclarent en effet en soutien.

Fiche technique

Enquête réalisée en ligne le 11 décembre 2019, après l'intervention d'Edouard Philippe devant le Cese. Échantillon de 981 personnes, représentatif des Français âgés de 18 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région d'habitation de l'interviewé(e).